

DEPARTEMENT DE LA HAUTE LOIRE  
Commune de **SAINTE SIGOLENE**

\*\*\*\*\*

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 2024/214**

***Réglementant la circulation et le stationnement  
Rue de Verdun : VC N°20U***

**Le Maire de la Commune de SAINTE-SIGOLENE,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-5 et L.2542-1 à L.2542-4,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 7 juin 1977 modifiée,

**Considérant** le projet de réaménagement urbain du centre bourg validé par le conseil municipal du 14 décembre 2023,

**ARRETE :**

**Article 1 :** La circulation de toutes catégories de véhicules sera interdite Rue de Verdun : VC N°20U du jeudi 17 octobre 2024 au mercredi 20 novembre 2024 inclus.

Le stationnement de toutes catégories de véhicules sera interdit, durant la même période, sur la zone de travaux afin de faciliter le déroulement de ceux-ci.

**Article 2 :** Une signalisation adéquate sera mise en place par l'entreprise MOULIN TP ZA du Rousset 43600 LES VILLETTES chargée des travaux.

**Article 3 :** Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie conformément à la loi.

**Article 4 : Voies et délais de recours**

Conformément aux dispositions prévues par l'article R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Clermont-Ferrand ou par l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet "[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)". Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication. Le recours contentieux peut alors être engagé dans un délai de 2 mois à compter, soit de la décision explicite de rejet du recours gracieux, soit de la décision implicite de rejet.

Les infractions au présent arrêté municipal seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

**Article 5 : Exécution**

Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Responsable Technique, Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en Mairie, le 16 octobre 2024

Didier ROUCHOUSE,  
Maire,

